



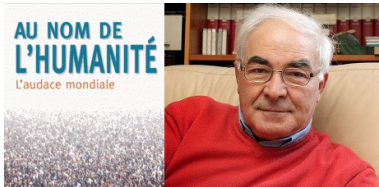
INVESTIG'ACTION

L'info n'est pas un luxe, c'est un droit

Riccardo Petrella: "bannir la guerre, la première audace"

18 Mai 2016

ALEX ANFRUNS



Le nouveau livre de Riccardo Petrella, **Au nom de l'Humanité, l'audace mondiale**, est un réquisitoire implacable contre la guerre économique et sociale menée par la classe dominante contre les peuples, tant au Nord qu'au Sud. Fondateur de l'Institut européen de recherche sur la politique de l'eau, Riccardo Petrella est l'auteur de nombreux ouvrages dont *Limites à la compétitivité* ou *Le Bien Commun* et s'oppose avec vigueur aux vieilles recettes néolibérales des politiques dites d'austérité ainsi qu'à la "naturalisation" des

récentes interventions militaires. Dans l'interview exclusive qu'il nous a accordée, il lance un appel urgent à s'engager avec audace dans les batailles de notre temps.

Vous avez écrit un ouvrage intitulé "Au nom de l'Humanité. L'audace mondiale" Pouvez-vous résumer en quoi consiste l'audace ?

Il s'agit de trois « audaces », c'est-à-dire réaliser trois changements radicaux de notre univers de vie. Tout d'abord, la « première audace » est de bannir la guerre. Il faut désarmer la guerre. Dans un monde de plus en plus interdépendant, liant la destinée des uns à celles des autres (qu'il soit question d'emploi, de sécurité énergétique, de changement climatique ou de stabilité monétaire...), à quoi sert la guerre ? A quoi a servi que l'Occident ait bombardé l'Afghanistan, l'Irak, puis la Libye et maintenant la Syrie ?

L'humanité a atteint un stade de mondialisation de la condition humaine où la vraie sagesse des humains n'est pas celle de jouer à la guerre pour savoir qui est le plus fort et survivre à la place de et/ou de dominer les autres, mais d'apprendre à vivre ensemble avec les autres êtres vivants et de prendre soin de l'ensemble de la vie sur la Terre. On connaît la ritournelle : « il est impossible de penser que l'on puisse arrêter la guerre, elle fait partie de la « nature humaine », sa « naturalité » la rend inévitable, on peut tout au plus essayer de la prévenir en s'armant ; les êtres humains sont des ennemis pour les autres humains, dès lors il vaut mieux assurer sa puissance pour gagner les guerres plutôt que les perdre ».

Dans mon livre, je crois avoir démontré le caractère fallacieux de ces arguments. J'ai insisté, d'une part, sur le fait que dans la prétendue « nature humaine » il y a de tout, l'agressivité et la violence comme l'amour et la paix. Il n'y a pas de déterminisme du mal qui serait plus fort que le bien. Mais j'ai surtout montré que la guerre n'a rien de « naturel » en ce qui concerne l'espèce humaine. Elle est par essence un produit de l'histoire sociale, le résultat des choix opérés par les sociétés humaines. Jusqu'à sa disparition en 1989, les groupes dominants de l'Occident ont affirmé que l'URSS était la cause principale de la course à l'armement du monde à l'ère de la guerre froide. Le collapse de l'URSS n'a pas conduit à la fin de la militarisation du monde. Les dominants ont « découvert » (il serait mieux de dire « créé ») un nouvel ennemi mondial, le terrorisme, en particulier le « terrorisme islamiste ». Aucun anthropologue ou biologiste n'oserait affirmer que le terrorisme « islamiste » fait partie de la « nature humaine ». Il est évident, en revanche, que ce terrorisme est le fruit de la crise des rapports séculaires entre chrétiens et musulmans, alimentée par les nouvelles crises internes au monde chrétien et au monde musulman en tant que « systèmes religieux » absolutistes et exclusifs. Il est également l'un des résultats de la déliquescence des communautés humaines et de la désagrégation de l'Etat au Moyen Orient, allant de pair avec l'insoutenable situation représentée par la domination militaire d'Israël et la colonisation/ occupation des territoires palestiniens.

Auriez-vous des exemples concrets pour étayer votre thèse sur la non-naturalité de la guerre et, en revanche, sur la guerre en tant que construction sociale ?

Il y a de nombreuses communautés humaines qui n'ont jamais fait la guerre. C'est le cas, entre autres, de la plupart des communautés monacales. Depuis le XVIII^e siècle, la Suède ne fait plus la guerre à personne. La Norvège, l'Autriche, l'Irlande et la Suisse ont affirmé leur neutralité. L'article 11 de la Constitution italienne stipule que l'Italie condamne la guerre. C'était il y a 75 ans. L'histoire est pleine d'exemples de sociétés humaines qui abandonnent la pratique de la guerre. La Chine, notamment, a décidé spontanément au XVI^e siècle de ne plus viser aucune expansion territoriale de son Etat. Elle a appliqué ce principe pendant plus de 400 ans. Elle l'a fait sauter en éclat en 1950 par l'occupation militaire du Tibet.

La paix n'est pas non plus un fait naturel. Qui plus est, pacifisme et militarisme coexistent. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les pays européens occidentaux ont pu vivre ensemble dans la paix et on imagine mal l'Allemagne et la France se remettre en guerre l'une contre l'autre. Pourtant, la plupart des pays européens n'ont cessé d'être en guerre ailleurs dans le monde. Le pacifisme intra-européen n'a pas non plus empêché la France et le Royaume-Uni de rester des grandes puissances militaires (nucléaires) mondiales et la grande majorité des Etats européens de faire partie de l'OTAN. La population de la Suède continue à se considérer et à être considérée comme pacifiste alors que le pays est le troisième principal exportateur d'armes au monde par habitant.

C'est dire que la pratique de la guerre ou de la paix est un choix des sociétés et une illustration des contradictions internes dans un pays et entre les pays. Ce sont les évolutions historiques des sociétés humaines et non pas la « nature humaine » qui font la guerre ou la paix. Il en va de même de la pauvreté.





En effet, mettre hors-la-loi les facteurs structurels qui engendrent les processus générateurs de l'appauvrissement dans le monde constitue votre « deuxième audace »

La pauvreté n'est pas non plus un fait de nature. Elle ne tombe pas du ciel, comme la pluie. Personne ne naît pauvre ou riche. On le devient. C'est la société qui produit les phénomènes d'appauvrissement ou d'enrichissement, à savoir les processus d'inégalité et d'exclusion sociale entre les êtres humains. Ce qui explique que certaines sociétés sont plus inégales et excluantes que les autres. En fait, plus une société est injuste humainement et socialement plus il y a d'appauvris. Par exemple, si une société adopte des législations favorables à l'appropriation privée des terres et des semences et leur commercialisation à des buts lucratifs, on peut être sûr que cette société produira des paysans appauvris et des propriétaires terriens riches. En outre, moins une société garantit les droits humains et la sécurité sociale pour tous, plus les inégalités face à la vie seront grandes et les exclusions sociales fortes. Si les processus d'appauvrissement se sont maintenus, voire renforcés ces dernières décennies, ce n'est pas principalement à cause des crises financières ou à cause de l'insuffisance des ressources financières publiques. Le monde n'a pas cessé de devenir plus riche en termes de biens et de services matériels et immatériels, mais il l'a fait de manière très inégale entre catégories sociales et pays et de manière très prédatrice des richesses naturelles, ce qui a engendré, à son tour, de fortes disparités territoriales.

Au cours des quarante dernières années, nos sociétés sont devenues plus injustes pour deux raisons principales. Primo, leurs classes dirigeantes ne croient plus que tous les êtres humains naissent égaux en dignité et ont les mêmes droits humains et sociaux. Ils considèrent, au contraire, que l'inégalité est une donnée naturelle de la condition humaine. D'où l'importance accordée au principe du mérite. La jouissance des droits doit se mériter. Secundo, ils ont adopté la thèse que tout est marchandise, que la valeur des choses passe par l'échange marchand et que, dès lors, même l'accès aux biens et aux droits doit être payant. D'où la privatisation et la monétisation/financiarisation de la plupart des biens et services jadis publics. Et d'où la grande montée de l'appauvrissement au sein même de l'Union européenne puisqu'en 2015 on comptait, selon l'Office statistique de l'UE, plus de 125 millions de personnes sur les 510 millions d'habitants de l'UE vivant au-dessous du seuil de pauvreté.

D'où encore, au plan mondial, ce chiffre ahurissant, absurde, publié dans le rapport d'Oxfam International présenté en janvier 2016 au World Economic Forum : 62 personnes les plus riches au monde possèdent la même richesse monétaire que la moitié la plus pauvre de la population mondiale, à savoir 3,7 milliards d'êtres humains.

Affirmer que la deuxième grande audace mondiale actuelle est de mettre hors-la-loi les facteurs générateurs de la pauvreté dans le monde n'est pas, devant de tels chiffres, une audace aussi audacieuse qu'on le pense.

Mais les dirigeants mondiaux soutiennent que, en temps de crises financières fréquentes, il est impossible de réaliser une telle tâche faute de moyens suffisants...

C'est une pure mystification. Tout le monde sait que, rien qu'à partir de 2008, les dirigeants du monde ont fait couler l'argent à flots pour sauver les banques alors qu'elles étaient les principales responsables de la crise : les estimations varient entre 30 et 50 mille milliards de dollars! Or, selon les estimations de la Banque mondiale et de l'ONU, on sait qu'il faudrait dépenser quelque 200 milliards par an pendant 10 ans pour que tous les « pauvres » actuels puissent avoir accès à l'eau potable et à l'hygiène, à des soins de santé essentiels, à une scolarisation de base et à une alimentation minimale. Tout le problème consiste dans le fait que les pauvres ne sont pas des banques. Ils ne sont pas non plus des armements, pour lesquels le monde a dépensé en 2015 plus de 1.500 milliards de dollars. On peut sauver les banques et on peut alimenter la guerre, mais on ne veut pas éradiquer les causes de l'appauvrissement.

Selon la logique du système financier actuel, les banques et les armements produisent des profits pour les capitaux investis. En revanche, « sauver les pauvres » est considéré un coût pour le capital, notamment privé. Un exemple « indécent » de cette situation concerne le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Selon une étude publiée le 12 février 2016 dans Science, quatre milliards de personnes vivent dans un état grave de carence d'eau (causes naturelles et humaines). Depuis des décennies, les groupes sociaux dominants, pouvoirs publics compris, affirment qu'on ne peut pas résoudre la situation faute de moyens financiers publics suffisants mais que, si l'eau potable pouvait être librement marchandisée et si la gestion des services hydriques était confiée à des entreprises privées, les capitaux privés seraient incités à investir dans l'eau et le problème serait résolu !

Aujourd'hui, la défense des droits universels paraît de plus en plus difficile. Elle est subordonnée aux exigences financières. Comment construire la paix et éradiquer la pauvreté contre vents et marées ?

Justement en promouvant une économie et une société fondées sur le principe et la pratique de la responsabilité collective des biens (et des services) communs publics essentiels et non-substituables pour la vie et le vivre ensemble tels que l'eau, l'air, le soleil, la terre, les semences, la connaissance, la santé, l'éducation, la sécurité. Pour cette raison, la « troisième audace » consiste dans la conception et la mise en œuvre d'un nouveau système financier mondial.

Cela comporte avant tout une critique sévère du système économique dominant?

En effet. Comme on l'a vu à propos de la pauvreté, le système économique actuel n'est pas, de toute évidence, raisonnable, sensé, efficient. L'économie actuelle est une économie prédatrice qui produit inégalité, exclusion, injustice, exploitation des uns par les autres, conflits, guerres...Le seul droit qu'elle reconnaît est le droit de la propriété privée et de la liberté mondiale de l'entreprise privée, du commerce, des mouvements des capitaux, du profit, de l'enrichissement...la liberté des marchés.

Vous vous attaquez à la structure et aux outils qui permettent à ce système de se reproduire...

Justement, il faut avoir l'audace de changer radicalement le système financier actuel. La finance en place n'a plus de sens. Même les financiers disent que la finance est détachée, dissociée de l'économie réelle. Alors pourquoi le maintenir ? Normalement la finance sert à assurer les liens entre l'épargne (des familles, des entreprises, des institutions publiques) et l'investissement (dans le but d'améliorer les biens et les services existants ou d'en créer d'autres), contribuant ainsi à créer de la richesse réelle. Ce n'est plus le cas, la finance cherche à faire de l'argent par l'argent. En outre, les financiers reconnaissent également que la finance est devenue de plus en plus volatile, c'est-à-dire que les valeurs financières changent à la rapidité des minutes, des secondes. Depuis quelques années, un essor considérable a été pris par la finance à haute fréquence (FHF), c'est-à-dire que les transactions financières se font désormais au millième de seconde, par des machines, par des algorithmes. Sauf pour la création des algorithmes et la conception des machines, la FHF fonctionne en l'absence totale d'intervention humaine. Là aussi, on peut s'interroger sur le « sens » d'une telle finance. On ne peut pas construire le devenir de l'humanité (plus de 9 milliards d'êtres humains en 2050) sur une économie (« règles de la maison ») dominée par une finance prédatrice du « lieu de vie » (oikos), volatile, privée de « sens ».

Pour conclure, quelle est votre réaction suite aux attentats de Bruxelles du 22 mars ?

Celle d'une tristesse énorme. Pour la mort de personnes innocentes. Pour la violence du « non-sens », mais aussi d'une tristesse rageuse en constatant que nos dirigeants n'ont pas appris grand chose des massacres/leçons de ces dernières années, avant et après le 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. Ils continuent à utiliser la guerre comme réponse aux problèmes.

Les attentats de 2001 à New York, tout comme ceux de l'année dernière à Paris et maintenant à Bruxelles, ont servi de prétexte à de nouvelles interventions militaires. Qu'en pensez-vous ?

La réaction du genre "on nous fait la guerre, nous devons la gagner" ne me paraît pas une réaction raisonnable ni sage. Cette attitude prétend évacuer la responsabilité énorme que nous, Européens, avons dans la situation actuelle. L'Irak n'a jamais attaqué l'Europe. Il a été attaqué par le Royaume Uni du gouvernement Blair et par les Etats-Unis sur la base de faux documents. La France de Sarkozy a attaqué la Libye et non pas l'inverse. La Syrie a été détruite à cause des nombreux conflits au sein de la Syrie et du monde arabe alimentés, une fois encore, par les intérêts des Occidentaux. L'Afghanistan a été d'abord attaqué par les Russes et puis par les Etats-Unis. Pendant des années, l'Iran a été soumis à une énorme pression politique, économique et militaire de la part des Occidentaux parce qu'il a essayé de se doter d'un armement nucléaire et que cela a été retenu comme une grave menace pour l'Occident (en particulier Israël). Peut-on considérer les Syriens, qui fuient la guerre en masse et essaient de venir chez nous, comme des attaquants et des envahisseurs ? Et sur quelle base juridique et sur quelle éthique l'Union européenne s'attribue-t-elle le droit d'acheter pour 6 milliards d'euros l'accord de la Turquie et de la Grèce pour que les bateaux militaires de l'OTAN patrouillent la mer Egée ? Est-ce que les migrants sont des envahisseurs militarisés ? L'Irak était un Etat, il ne l'est plus. Les Libyens avaient un Etat, ils ne l'ont plus. Les Syriens avaient un Etat, il n'existe plus. Tout cela à cause de nous. Et maintenant nos dirigeants disent que nous devons nous défendre.

Dans le contexte actuel marqué par la confusion idéologique, quelle serait la principale leçon à tirer ?

Reprendre par tous les moyens possibles les chemins de la pacification en imposant à toutes les parties concernées (Arabie Saoudite et Israël compris) l'arrêt du financement et du commerce des armes. Un chemin extrêmement difficile à mettre en route et puis à maintenir, mais je considère que c'est la seule voie efficace à emprunter si on ne veut pas maintenir l'ensemble de la région « Méditerranée, Moyen Orient, Asie mineure, Afrique du Nord et Corne d'Afrique » dans un état permanent de guerre et de massacres au cours des 30 à 50 ans à venir. La raison est la paix. La déraison est de continuer la guerre en s'illusionnant que la paix viendra de l'extermination de l'ennemi. Les Etats-Unis, qui poussent toujours à la guerre totale, n'ont rien résolu depuis toutes ces années. Pourquoi suivre leur chemin ?

Source: [Investig'Action](#)